

CIRCULAIRE
du ministre de l'agriculture DAS n° 76-7106 du 16 novembre 1976

Objet : Garantie des élèves de l'enseignement technique agricole contre les accidents

Textes de référence :

- Loi n° 622 du 10 juillet 1976 portant dispositions diverses relatives aux assurances sociales et aux accidents en agriculture ;
- Décrets n° 991 et 992 du 2 novembre 1976 et arrêté du 2 novembre 1976.

En application de l'article 7 de la loi n° 622 du 10 juillet 1976 ayant pour objet diverses dispositions relatives aux assurances sociales et aux accidents en agriculture, les articles 1145 et 1252-2 du code rural ont été modifiés.

En vertu de ces deux articles, les élèves des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle agricoles bénéficient dorénavant, pour les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de cet enseignement ou de cette formation, des prestations d'accident du travail, soit dans le cadre du régime d'assurance obligatoire des salariés agricoles institué par les articles 1144 et suivants du code rural, soit pour les élèves des établissements situés dans les départements d'Alsace et de Moselle, dans le cadre du régime local d'assurance contre les accidents en vigueur pour les travailleurs agricoles.

La présente circulaire a pour objet de préciser le champ d'application des articles 1145 et 1252-2 précités, la procédure à suivre en cas d'accident, le salaire de base ouvrant droit au calcul des rentes, l'assiette et le recouvrement des cotisations et enfin les droits des victimes d'accident « avant-loi ».

1.- CHAMP D'APPLICATION DES ARTICLES 1145-1° et 1252-2-1°-

1,1.- Etablissements concernés (La lettre du ministre de l'agriculture n° 2567 du 23 décembre 1977 précise qu'il convient de prendre pour référence d'une façon générale, l'élève et non l'établissement.)

Les établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle visés aux articles 1145 et 1252-2 du code rural sont ceux relevant de l'Etat, qu'ils soient ou non dotés de l'autonomie financière et ceux qui sont placés sous le contrôle du ministère de l'agriculture.

Il s'agit d'établissements dispensant les formations définies par la loi n° 577 du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique ; les différentes catégories de ces établissements sont expressément énumérées par les articles premiers des deux décrets d'application susvisés.

En cas de doute sur le caractère d'un établissement, l'ingénieur général d'agronomie chargé de région est compétent pour déterminer si celui-ci entre dans le champ d'application des articles 1145 et 1252-2 susvisés. Le seul critère à retenir pour déterminer si un établissement privé d'enseignement technique est ou non assujéti est le fait qu'il soit placé sous le contrôle du ministère de l'agriculture.

1,2.- Autorités investies des obligations de l'employeur

1,21.- Pour les élèves des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle agricoles relevant de l'Etat, les obligations imposées aux employeurs de main-d'œuvre incombent au directeur de l'établissement.

Il n'est pas nécessaire d'immatriculer et d'affilier les élèves concernés aux organismes de sécurité sociale agricoles. Les obligations du directeur sont liées à la survenance de l'accident.

Les prestations et rentes sont à la charge de l'Etat.

1,22.- Pour les élèves des établissements privés d'enseignement technique et de formation professionnelle relevant du ministère de l'agriculture, les obligations de l'employeur et notamment la déclaration en vue de l'immatriculation des élèves, leur affiliation à la caisse de mutualité sociale agricole ou dans les départements du Rhin, et de la Moselle à la caisse d'assurance accidents agricole compétente et le versement des cotisations incombent à la personne, organisme ou institution responsable de la gestion de l'établissement.

La caisse compétente est celle qui est située dans le département du siège de l'établissement d'enseignement.

Il convient de noter que, dans le cas où la qualité d'étudiant est reconnue à certains des élèves visés aux alinéas 1,21 et 1,22 le régime de sécurité sociale des étudiants et le régime de réparation des accidents du travail, qui couvrent respectivement des risques distincts, doivent s'appliquer simultanément.

1,23.- Dans le cas d'élèves et étudiants des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle agricoles accomplissant un stage inclus dans leur cycle scolaire sur une exploitation agricole ou dans une entreprise quelconque, quelle que soit la durée de ce stage, les obligations de l'employeur restent à la charge de l'établissement si celui-ci continue à exercer son autorité sur les élèves.

Une telle situation doit se caractériser par les cinq conditions suivantes :

- a. le stagiaire demeure, en tout état de cause, élève de l'établissement ou centre : il y revient pendant le stage pour suivre des cours ou il y retourne en fin de stage ; il est visité dans l'entreprise ou exploitation par ses professeurs et il est conseillé par eux.
- b. le comportement de l'élève pendant le stage et les résultats obtenus sont pris en considération pour la sanction des études.
- c. l'employeur ne retire aucun profit direct de la présence dans son exploitation ou entreprise d'un stagiaire.
- d. ce dernier ne reçoit aucune rémunération en espèces (ce qui n'exclut pas une gratification éventuelle, sans caractère obligatoire, dont le montant resterait à la discrétion de l'employeur).
- e. enfin, le chef d'entreprise ou d'exploitation est tenu d'aviser immédiatement le directeur de l'établissement de tout accident dont l'élève serait la victime.

1,3.- Accidents concernés

Les élèves des établissements d'enseignement technique agricole sont protégés dans les mêmes conditions que ceux des établissements relevant du régime général, non seulement en cas d'accident survenu à l'intérieur de ces établissements mais aussi pendant les activités pédagogiques, culturelles ou sportives organisées ou contrôlées par les établissements, au cours du trajet aller-retour entre l'établissement et le domicile ou au cours des stages et activités sur une exploitation ou une entreprise compris dans le cadre de la scolarité (cf. alinéa 1,23).

2.- PROCÉDURE A SUIVRE EN CAS D'ACCIDENT

2,1.- Le directeur d'un établissement relevant de l'Etat dans lequel un accident est survenu est tenu d'en faire dans les 48 heures la déclaration au ministère de l'agriculture (direction générale de l'enseignement et de la recherche-sous-direction des moyens administratifs-78, rue de Varenne-75700 Paris).

2,2.- Pour tout accident survenu dans un établissement privé, la personne responsable de la gestion de cet établissement est tenue de faire la déclaration dudit accident à la caisse de mutualité sociale agricole ou à la caisse d'assurance accidents agricole à laquelle l'élève est affilié, dans les 48 heures.

Elle doit également remettre à la victime ou à ses parents une feuille d'accident portant désignation de la caisse chargée du service des prestations.

2,3.- Dans le cas d'accident survenu au cours ou à l'occasion des stages contrôlés par un établissement public d'enseignement technique ou de formation professionnelle agricoles (voir paragraphe 1,23 ci-dessus) c'est au directeur de l'établissement d'effectuer la déclaration prévue ci-dessus à l'alinéa 2,1 après avoir été informé par le chef d'entreprise. S'il s'agit de stages contrôlés par un établissement privé, le chef d'entreprise considéré comme mandataire du responsable de l'établissement, doit adresser la déclaration à la caisse de mutualité sociale agricole où est affilié es qualité l'élève et informer le responsable de l'établissement.

3.- DÉTERMINATION DU SALAIRE DE BASE SERVANT AU CALCUL DES RENTES

3,1.- Le salaire servant de base au calcul des rentes dues aux élèves des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle est le salaire minimum de la catégorie, de l'échelon ou de l'emploi qualifié dans laquelle ou lequel l'élève aurait été normalement classé à sa sortie de l'établissement, le niveau de sortie à considérer étant celui du cycle de formation auquel appartient l'élève au moment de l'accident.

3,2.- Dans un souci d'équité, afin de ne pas pénaliser l'élève qui est en « avance », dans le cas où, pour un établissement donné, cet âge est normalement supérieur à 18 ans, il n'y a pas lieu de pratiquer un abattement en ce qui concerne l'élève qui n'aurait pas atteint cet âge à sa sortie.

3,3.- Pour les élèves effectuant des stages sur des exploitations agricoles ou entreprises, ceux d'entre eux qui restent sous l'autorité du chef d'établissement, peuvent prétendre à la suite d'un accident survenu au cours ou à l'occasion du stage à une rente déterminée dans les mêmes conditions que si l'accident s'était produit à l'occasion des cours dans cet établissement.

3,4.- Les prestations en espèces, qu'elles soient versées par les caisses de mutualité sociale agricole ou par l'Etat, seront calculées sur la base sus-indiquée pour les accidents du travail survenus à partir de la date d'application des décrets du 2 novembre 1976.

4.- COTISATIONS

4,1.- Assiette des cotisations

Pour les élèves des établissements publics d'enseignement technique et de formation professionnelle agricoles relevant de l'Etat, les prestations et rentes sont à la charge de l'Etat et il n'est pas dû de cotisations « accidents du travail » aux caisses de mutualité sociale agricole.

Pour les élèves des établissements privés et centres relevant du ministère de l'agriculture, le salaire servant de base au calcul des cotisations est le salaire minimum visé au paragraphe 3,1 ci-dessus.

Le taux de la cotisation a été fixé par arrêté du 2 novembre 1976 à 0,19%.

Ainsi doit être pris en considération un salaire fictif déterminé en fonction non pas de la situation présente de l'élève mais de celle qu'il est réputé pouvoir obtenir à l'issue du cycle de formation dans lequel il est engagé.

D'une manière générale, les précisions données au chapitre 3 concernant le salaire servant de base au calcul des rentes sont applicables en ce qui concerne les cotisations.

4,2.- Périodes pendant lesquelles les cotisations sont dues : les établissements privés versent les cotisations pendant la période scolaire (fixée par le calendrier annuel du ministère de l'éducation), ainsi que pendant la période de stage obligatoire comprise ou non à l'intérieur de cette période scolaire. Les cotisations n'ont pas à être versées pendant les vacances scolaires, y compris celles de Noël et de Pâques quand elles ne sont pas couvertes par les stages.

4,3.- Il convient de préciser la situation des élèves entrés tardivement aux cours ou les interrompant avant la fin de la session.

Il n'est pas possible de tenir compte du cas des élèves dont l'entrée à l'école suit de quelques jours la date d'ouverture normale de l'établissement ou centre pour exonérer celui-ci du versement d'une partie des cotisations, lesquelles sont dues en tout état de cause pour l'ensemble des élèves présents en début d'année scolaire.

Il ne doit pas en être de même pour un élève admis en cours d'année, par exemple trois à six mois après le début de l'année scolaire et, dans ce cas, les cotisations ne sont dues qu'à compter de son entrée à l'école.

De même, lorsqu'un élève interrompt prématurément sa formation scolaire en cours d'année, l'établissement n'est tenu de verser les cotisations pour cet élève que jusqu'à la date de son départ.

Il appartient aux caisses de mutualité sociale agricole d'apprécier, compte tenu des indications ci-dessus, les cas particuliers qui peuvent leur être soumis par les établissements privés.

4,4.- Situation des élèves des établissements pendant les stages effectués sur des exploitations agricoles ou entreprises.

Si pendant le stage, quelle que soit sa durée, l'établissement continue à exercer son autorité sur les élèves (voir paragraphe 1,23 ci-dessus), les obligations de l'employeur restent à la charge de cet établissement étant précisé qu'il n'y a pas lieu à versement de cotisations d'assurances sociales agricoles.

Si l'établissement est un établissement privé, les cotisations « accidents du travail » afférentes aux stages sont calculées au même taux et sur les mêmes bases de salaire que les cotisations afférentes à la scolarité proprement dite et acquittées par l'établissement concerné.

Si le stage se déroule sur une exploitation située dans un autre département que celui de l'établissement d'enseignement, la caisse d'affiliation reste celle dans le ressort de laquelle est situé l'établissement d'enseignement.

5.- DROITS DES ÉLÈVES VICTIMES D'ACCIDENTS SURVENUS AVANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS NOUVELLES CONCERNANT CES ACCIDENTS

Les dispositions générales des articles 1178, 1184 et 1254 du code rural s'appliquent : il convient de distinguer selon qu'il s'agit d'établissements privés ou publics, et, pour les premiers, selon la date à laquelle est survenu l'accident ou s'il a eu lieu dans un établissement situé dans un des trois départements d'Alsace et de Moselle.

5,1.- Accidents survenus dans un établissement d'enseignement technique privé avant le 1er juillet 1973

L'article 1178 prévoit que les victimes d'accidents survenus avant le 1er juillet 1973, (date d'entrée en vigueur du régime d'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail institué par la loi du 25 octobre 1972) qui ne remplissaient pas les conditions fixées par la législation de 1898 en vigueur au moment de l'accident, pour obtenir une rente, ou leurs ayants-droit ont droit à une allocation s'ils apportent la preuve qu'ils auraient rempli et continuent à remplir les conditions exigées par la législation de 1972 ou les textes intervenus postérieurement.

5,11.- Le montant de l'allocation est calculé sur la base du salaire annuel minimum national prévu à l'article L. 452 du code de la sécurité sociale et compte tenu du taux d'incapacité déterminé par l'article L. 453 du même code, dans la mesure où ce taux d'incapacité est au moins égal à 10%. Cette allocation donne lieu à revalorisation dans les mêmes conditions que les rentes.

En plus de l'allocation, la victime a droit à la fourniture, à la réparation et au renouvellement de l'appareillage qui lui serait nécessaire du fait de l'accident.

5,12.- Les prestations et allocations ainsi allouées prennent effet de la date du dépôt de la demande, mais ne peuvent rétroagir avant la date d'application du nouveau texte, c'est-à-dire, puisque celui-ci renvoie à un décret, avant la date d'entrée en vigueur de ce décret.

5,13.- Si l'accident a donné lieu à réparation dans le cadre du droit commun, l'avantage versé en application de l'article 1178 est réduit du montant de la rente correspondant à la réparation accordée. Il y a lieu, avant cette déduction, de calculer dans les conditions fixées par l'article 8-1 du décret n° 803 du 9 août 1973, la revalorisation applicable au montant de ces réparations de droit commun.

5,14.- Le fonds commun est subrogé dans les droits que la victime pourrait faire valoir contre les tiers responsables.

5,15.- Les prestations nouvelles sont à la charge du fonds commun des accidents du travail agricole géré par la caisse des dépôts et consignations.

Conformément aux articles 1153 et 1203 du code rural, ces dépenses seront remboursées au fonds commun par la caisse centrale de secours mutuels agricoles.

Les demandes seront à adresser à la caisse des dépôts et consignations, sous-direction des accidents du travail et des allocations de vieillesse, Bureau PA 1, 18, rue de Hamel-33076 Bordeaux cedex.

La procédure mise en œuvre pour l'examen et la liquidation du dossier sera celle fixée par le décret susvisé du 9 août 1973.

5,16.- Les recours contre les décisions prises à cet égard par le directeur général de la caisse des dépôts et consignations relèvent du contentieux général de la sécurité sociale et doivent être intentées dans les deux mois suivant la notification.

5,2.- Accidents survenus dans un établissement d'enseignement technique privé à partir du 1er juillet 1973

5,21.- Aux termes de l'article 1184, les victimes d'accidents survenus après le 30 juin 1973 ou leurs ayants-droit, qui ne remplissaient pas les conditions prévues par la législation applicable à la date de survenance de l'accident mais qui apporteraient la preuve qu'ils auraient rempli et continueraient de remplir les conditions requises par des dispositions nouvelles intervenant postérieurement à la date de l'accident pourront demander le bénéfice de ces dernières dispositions.

Il convient de préciser que, dans le cadre de cet article 1184, en plus de la rente et de l'appareillage, les intéressés pourront prétendre, s'ils en ont besoin, à toutes les autres prestations prévues par la loi n° 965 du 25 octobre 1972 sauf aux indemnités journalières. Les prestations seront à la charge des caisses de mutualité sociale agricole et les demandes doivent leur être adressées.

5,22.- Les prestations en espèces et en nature prévues par la loi du 25 octobre 1972 peuvent être servies à compter de la date de dépôt de la demande sans pouvoir rétroagir à la date d'application du nouveau texte.

5,23.- Si l'accident a donné lieu à réparation dans le cadre du droit commun, l'avantage versé en application de l'article 1184 est réduit du montant de la rente correspondant à la réparation accordée. Il y a lieu avant cette déduction de calculer la revalorisation applicable au montant de ces réparations de droit commun ainsi qu'il est prévu à l'article 130 A du décret n° 2959 du 31 décembre 1946 rendu applicable en agriculture par l'article 56 du décret n° 598 du 29 juin 1973.

5,3.- Accidents survenus, quelle que soit la date, dans un établissement d'enseignement technique privé situé dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin ou de la Moselle.

Des dispositions identiques à celles des articles 1178 et 1184 du code rural sont prévues, dans le cadre du régime local d'assurance contre les accidents, par l'article 1254 du même code.

L'allocation est attribuée sans condition de résidence dans les conditions et sur les bases prévues pour les allocations instituées par l'article 1231 du code rural, compte tenu des dispositions en vigueur du code local des assurances sociales. Elle est égale à la rente, éventuellement majorée, que le titulaire aurait obtenue par application des dispositions du livre III du code local précité et de l'article 1231, deuxième alinéa, du code rural.

La demande tendant à l'obtention de l'allocation doit être adressée à la caisse d'assurance accidents agricole à laquelle incomberait l'indemnisation de l'accident s'il était survenu au moment de la demande.

La caisse statue dans les mêmes conditions que sur les demandes de rentes, sans préjudice des voies de recours instituées par le code local.

Les allocations sont à la charge des caisses qui les ont liquidées.

5,4.- Accidents survenus, avant la date d'application des décrets du 2 novembre 1976, dans un établissement d'enseignement technique public

Les prestations sont dans ce cas à la charge de l'Etat.

Les demandes sont à présenter au ministère de l'agriculture, direction générale de l'enseignement et de la recherche, sous-direction des moyens administratifs.

Selon l'article 11 du décret précité du 9 août 1973, les attributions conférées, dans l'hypothèse examinée au point n° 5, 1, au directeur général de la caisse des dépôts et consignations sont exercées par le service compétent de l'Etat.

Les dispositions des alinéas 5,11 à 5,13 ci-dessus sont applicables en ce qui concerne les accidents survenus avant le 1er juillet 1973.

L'Etat est subrogé dans les droits que la victime pourrait faire valoir contre les tiers responsables. Pour les accidents survenus à compter du 1er juillet 1973, les prestations allouées sont celles précisées au paragraphe 5,2.